



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 29 MARS 1980

N° 63

PRIX : ANTILLES 2F
FRANCE 3F

Editorial

ANTILLES LIBRES
ET INDEPENDANTES !
LE POUVOIR
AUX TRAVAILLEURS !

«Tôt ou tard, la Martinique sera indépendante», telle est la déclaration d'Aimé Césaire dans une interview au journal Paris - Match d'il y a une semaine.

Cette intervention venant d'un homme qui a clamé pendant près de 20 ans son attachement à l'autonomie et son refus de l'indépendance a provoqué une effervescence très large en Guadeloupe et en Martinique.

Pourtant, en affirmant l'inéluctabilité de l'indépendance, Aimé Césaire n'a jamais fait que prononcer une vérité d'évidence, d'ailleurs déjà propagée, défendue et affirmée par plusieurs groupes politiques aux Antilles, et ce mot d'ordre a déjà reçu le soutien de milliers de Martiniquais et de Guadeloupéens.

L'accession de petits Etats à l'indépendance, comme Sainte-Lucie ou la Dominique, pour ne parler que des plus proches de nous, ne peut que conforter l'idée que les Antilles «françaises» se libéreront tôt ou tard de la botte du colonialisme français.

Et les cris angoissés des partisans du colonialisme (RPR, UDF, élus de la majorité) à propos des menaces de séparatisme sont simplement l'expression de la crainte des privilégiés et de leurs valets : crainte de voir disparaître les miettes que laissent les colonialistes à leurs valets les plus zélés.

Les travailleurs n'ont pas à partager ces craintes. Ils n'ont pas à craindre l'indépendance car ils n'ont pas grand-chose à perdre : ils n'ont pas de propriétés de centaines d'hectares de terres, ils n'ont pas de grands magasins, pas d'hôtels, pas de grandes sociétés d'import-export.

Nous travailleurs, nous n'avons à perdre que les liens qui nous attachent à nos oppresseurs. Nous n'avons donc pas à craindre de voir disparaître du sol de la Martinique et de la Guadeloupe les colonialistes, c'est-à-dire les gendarmes racistes, les juges, tous ces hauts chefs d'administration venus de France, qui écrasent la population de leur morgue et de leur mépris et sur lesquels nous n'avons aucun contrôle.

Mais nous n'avons pas non plus à nous en remettre à la fatalité comme le fait Aimé Césaire en ce qui concerne notre avenir. Notre avenir sera ce que nous en ferons. La meilleure garantie que nous ayons que les Antilles indépendantes ne seront pas un Etat dirigé par les capitalistes, par d'autres oppresseurs, c'est que dès aujourd'hui nous nous préparons à cette indépendance.

Il nous faut dès maintenant nous organiser, nous travailleurs, afin que non seulement l'oppression coloniale, mais aussi l'exploitation capitaliste, soient bannies de nos îles ; alors, tôt ou tard, nous ferons de la Martinique et de la Guadeloupe des pays dirigés par les travailleurs.

ECHEC DE LA POLITIQUE FRANCAISE D'ASSIMILATION L'INDEPENDANCE DES ANTILLES EST A L'ORDRE DU JOUR

Il y a beaucoup de façons de reconnaître en politique son échec. Le gouvernement français vient publiquement de reconnaître le sien en ce qui concerne sa politique antillaise. Car c'est d'un aveu d'échec éclatant qu'il s'agit quand un ministre des soi-disant DOM les menace de les écraser sous des bombes atomiques ou les insulte en les avertissant qu'ils sont voués éternellement à subir la loi d'un colonisateur.

Aveu d'échec de toute la politique d'assimilation, parce que c'est dire que la révolte qui monte du plus profond de la Martinique et de la Guadeloupe trouvera en face d'elle non pas des gens acceptant de tenir compte du sentiment des peuples antillais, mais bien une armée coloniale, qui par le fer et dans le sang, tentera de briser l'élan libérateur des peuples de Guadeloupe et de Martinique.

Oui, l'indépendance est à l'ordre du jour ! Dijoud et par sa voix son gouvernement, et tout le pouvoir colonial nous avertissent : «Nous savons que nous avons échoué ; que vous chercherez à vous libérer, mais nous allons vous faire payer très cher cette liberté».

La réalité est plus forte que la vieille fiction assimilationniste que le pouvoir tente d'accréditer depuis trente ans. Les Antilles sont des colonies et comme telles elles devront et pourront se libérer de l'emprise coloniale.

Les travailleurs ont tout intérêt à s'engager dans cette lutte car eux seuls pourront lui don-

ner le caractère d'un changement de grande ampleur. Eux seuls pourront insuffler à la lutte pour l'indépendance un dynamisme suffisant pour aboutir à une société radicalement différente de celle où nous vivons aujourd'hui.

Les travailleurs en s'engageant dans la lutte pour l'indépendance pourront ainsi y représenter toutes les couches les plus pauvres de la société antillaise. Ils seront ainsi les garants que la lutte pour l'indépendance ne servira pas tout simplement à l'établissement d'un nouveau pouvoir qui lui aussi, d'une autre manière - mais de façon certaine -, sera dirigé contre les pauvres.

C'est dès aujourd'hui que toutes les luttes ouvrières doivent prendre un caractère d'offensive permanente contre le pouvoir. Il faut déclencher dans toutes les entreprises une véritable guerre de guérilla contre les patrons de toutes couleurs, noirs et blancs, tous complices et tenants du système colonial. Ces patrons, qu'ils soient blancs français ou békés, qu'ils soient martiniquais ou guadeloupéens noirs, sont des ennemis des travailleurs. C'est leurs intérêts que l'armée française, les képis rouges, les CRS et autres gendarmes protègent ici.

Dans toutes les entreprises, les travailleurs doivent s'organiser en se méfiant de ceux qui -comme les nationalistes (UPLG)- leur prêchent l'union avec quelque patron que ce soit. La lutte contre le pouvoir colonial sera dure

Nous en sommes avertis. Les travailleurs savent maintenant que chacune de leurs grèves sera considérée comme un acte de subversion. Alors subversion pour subversion, il faut donner à toutes les luttes ouvrières le caractère le plus offensif et le plus efficace possible.

Et il y a dès maintenant des impératifs à mettre en avant. Dès aujourd'hui, il faut établir dans les entreprises un rapport de force tel qu'aucun patron ne puisse licencier un seul travailleur. Il faut empêcher par tous les moyens la fermeture des entreprises. Il faut réclamer l'ouverture des livres de compte de ces entreprises. Il est possible que grâce à la collaboration des travailleurs des banques, des postes, du téléphone de connaître tous les trafics financiers des patrons et tous leurs faits et gestes.

Travailleurs de Martinique et de Guadeloupe !

Les patrons sont organisés, armés de leurs CRS, gendarmes et autres... Nous devons nous aussi nous organiser. Il faut s'approprier à répondre à toutes leurs attaques, aux licenciements aux bas salaires, aux actes racistes ou méprisants.

Les événements ne connaîtront pas de cesse par ce que simplement nous souhaitons vivre au calme. Les colonies que sont les Antilles sont mûres pour l'indépendance. A nous aussi, travailleurs, d'être prêts.

PREPARONS LA GREVE GENERALE DU 17 AVRIL !

C'est à partir du jeudi 17 avril que doit commencer la grève générale non limitée appelée conjointement par la quasi-totalité des organisations syndicales de Guadeloupe, Martinique et Guyane.

A l'origine de cette grève, la tentative de Dijoud, en octobre dernier de supprimer une partie de l'indemnité de vie chère des fonctionnaires, ce qui avait provoqué des grèves générales de fonctionnaires aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique.

A la suite de ces grèves, des négociations devaient s'ouvrir entre les représentants du gouvernement et les organisations syndicales regroupées en intersyndicales ou en comités de coordination.

Bien entendu, ces négociations n'ont rien donné car les représentants de Dijoud se sont contentés de bavarder, sans apporter de réponses précises aux demandes formulées par les organisations syndicales, qui réclamaient entre autres l'application des lois sur le chômage, la relance de l'industrie sucrière et rhumière, le maintien au travail des travailleurs menacés de chômage, et une négociation globale sur les sa-

laires. Les organisations syndicales réclamaient notamment le relèvement du SMIC au niveau de la France et le maintien de l'indemnité de 40 %.

Au départ, la grève générale non limitée du 17 avril n'est donc que la réponse des directions syndicales à l'insolence de Dijoud.

Mais cette grève arrive à un moment aussi où la dégradation du niveau de vie des travailleurs se fait largement sentir. L'après-cyclone David s'est traduit par des centaines de licenciements de fait dans la banane, alors que moins de 2000 personnes sur 10.000 ouvriers concernés ont touché la fameuse indemnité de 700F pour perte d'emploi dans l'agriculture.

L'inflation continue de plus belle : le cas le plus marquant est celui de l'essence qui a augmenté de 15 % en deux mois, au début de l'année, mais il y a aussi le gaz, les transports...

Quant aux salaires, bien loin de les relever substantiellement, le gouvernement ne démord pas en réalité de ses intentions de diminuer le pouvoir d'achat d'une catégorie un peu plus favorisée, celle des fonctionnaires.

Bref, dans aucun des domaines qui ont trait au

niveau de vie des travailleurs, le gouvernement n'a même essayé d'apporter la moindre amélioration.

C'est pourquoi les travailleurs de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont bien des raisons de se battre. D'autant que la sclérotose de la politique coloniale s'étale sans bornes.

Il n'y a pas de jours que l'on ne s'attaque d'une manière ou d'une autre à la dignité des travailleurs aux Antilles. Aussi bien au travail que dans la rue ou dans les moments de détente, c'est le mépris patronal, c'est la morgue raciste de ceux qui dirigent, ce sont les atteintes à la dignité ouvrière.

Se mettre en grève à partir du 17 avril, ce sera une façon d'exprimer encore plus fort, encore plus haut notre mécontentement et notre refus de la situation actuelle.

Bien sûr, les responsables syndicaux n'ont pas en vue de mettre sérieusement à mal les patrons et le pouvoir colonial ! Leurs pensées sont même très éloignées de cela. Ils veulent tout simplement faire pression sur le pouvoir

SUITE PAGE 4

LA GREVE DE BAIMBRIDGE

C'est le lundi 17 que la grève des élèves de Baimbridge a commencé. Le motif : le refus des élèves de voir transférée une partie du LEP à Baie-Mahault. Le Recteur vient en effet d'annoncer sa décision de transférer dans cette commune les sections commerciales. Officiellement c'est le LEP qui est concerné, mais, ce sont tous les élèves de la Cité Scolaire qui refusent de se rendre en cours, indignés par une telle décision de l'administration : ceux du Lycée d'Enseignement Classique et Moderne, du Lycée d'Enseignement Technique et du Lycée d'Enseignement Professionnel.

Dès le premier jour, plusieurs organisations des lycées et du LEP appellent à la grève et tentent d'organiser le mouvement : le comité lycéen révolutionnaire, le comité de coordination des LEP de la Guadeloupe, l'UNEEG (l'Union Nationale des Etudiants et Elèves de la Guadeloupe) organisation d'obédience nationaliste, le comité d'action des professeurs et des élèves (lié à l'UNEEG et au mouvement nationaliste).

Le mardi 18, après que les militants des différentes organisations eurent appelé les élèves à ne pas rentrer aux cours, une manifestation fut organisée dans les rues de Pointe-à-Pitre pour se terminer devant les portes du Vice-Rectorat. C'est aux cris de «Ki yo vlé ki yo vlé pas nou pé ké aille Baie-Mahault», «Non au démantèlement du LEP de Baimbridge», «Non à l'enseignement colonial» que environ 500 élèves ont manifesté.

Mercredi 19, un meeting et un sit-in sont organisés à l'intérieur du Lycée.

Jeudi 20, deux meetings sont organisés devant le Lycée Technique, l'un par les élèves du Comité Lycéen Révolutionnaire, l'autre par les élèves de l'UNEEG, chacun faisant ses propositions pour la conduite et la poursuite du mouvement. En particulier, le Comité Lycéen Révolutionnaire réclame que la direction du mouvement soit élue démocratiquement, l'UNEEG qui bénéficie d'un certain crédit chez une fraction importante des élèves refuse ce procédé démocratique. Sur les 4.700 élèves de la cité scolaire seul un millier s'intéressent au mouvement.

Une manifestation est organisée par l'UNEEG et le Comité d'Action. Les manifestants vont au devant des élèves du LEP-Carnot à Pointe-à-Pitre qui se mettent en grève pour les soutenir. Mais à aucun moment ne naît d'organisation des LEP de Pointe-à-Pitre.

Vendredi 21 plusieurs prises de parole sont organisées dans le lycée par le Comité Lycéen Révolutionnaire sur le même thème : élargissement et démocratie du mouvement. C'est la fin de la semaine, il y a peu d'élèves au Lycée.

Cependant, dans les LEP de communes, des débrayages ont eu lieu : à Moule, au Lamen-

tin, à Morne-à-l'Eau. A Capesterre, les élèves se mettent en grève et élisent un Comité de grève.

Samedi 22. A Baimbridge, il y a très peu d'élèves : des petites réunions se tiennent. Les syndicats enseignants menacent d'appeler à la grève si le Recteur persiste dans sa position. Le Recteur, quant à lui déclare dans une intervention particulièrement hypocrite, qu'aucun élève de Baimbridge n'ira à Baie-Mahault, mais pour ajouter de suite que seuls iraient ceux qui entreraient au LEP l'année scolaire prochaine. Mais cela signifie forcément le déplacement de sections entières de Baimbridge vers Baie Mahault et cela les élèves ne le veulent pas.

La déclaration de Chaudet, le Recteur, renforce une bonne partie des élèves et des enseignants dans leur volonté de poursuivre la lutte.

Lundi 24. Les élèves regagnent Baimbridge. Des prises de paroles sont organisées par les différentes organisations. Des élèves occupent le Bâtiment administratif et organisent une petite manifestation dans le Lycée. A Capesterre, les élèves, à l'appel du Comité de Coordination des LEP regroupés autour du Comité de grève, manifestent dans les rues pour soutenir ceux de Baimbridge.



Mardi 25. Une manifestation de rue est prévue. Toutes les organisations parties prenantes de la lutte y participent. Des élèves du LEP Moule regroupés à l'appel de leur comité de grève, rejoignent en car ceux de Baimbridge. Plus tard, ceux de Capesterre rejoindront la manifestation en cours à Pointe-à-Pitre. Les élèves se disperseront vers midi à Baimbridge.

Le même jour, le préfet a convoqué toutes les parties en présence dans ce conflit à une table ronde. Une manifestation est également organisée à Basse-Terre pour appuyer les délégations d'élèves et d'enseignants face au préfet et à l'administration.

L'UNEEG, DICTATEURS EN HERBE

Au cours du mouvement de grève qui se déroule à Baimbridge, de nombreux incidents ont opposé les élèves regroupés autour de l'UNEEG et ceux regroupés autour du Comité Lycéen Révolutionnaire et du Comité de Coordination des LEP. Utilisant l'injure, la calomnie, la menace physique à l'encontre des élèves regroupés autour des autres organisations, les élèves de l'UNEEG cherchent à empêcher tous ceux qui émettent des opinions et une orientation différentes de la leur de s'exprimer. Les élèves du CLR et ceux du Comité de Coordination ont dénoncé ces manœuvres et ces attaques et ont dû imposer leur droit à la parole dans le lycée.

Mais le spectacle le plus révoltant qu'ont offert les gens de l'UNEEG se déroula lors de la manifestation du mardi 25 mars dans les rues de Pointe-à-Pitre. Là, avec l'aide des étudiants de Fouillole ils tentèrent d'arracher les banderoles des mains des élèves du CLR et du Comité de Coordination et de s'opposer physiquement à leur présence dans la manifestation. Mais ces derniers ont réagi avec force et sont par-

venus à défilier avec leurs banderoles et à contrer les manœuvres de l'UNEEG.

Pour cette organisation, tous ceux qui ne suivent pas au doigt et à l'œil leurs directives et qui ne portent pas le Label de leur organisation sont à écarter et doivent se taire et les suivre et cela a pour conséquence qu'un nombre important d'élèves dont on ne sollicite pas l'avis ne se sentent pas concernés par le mouvement. Seule une minorité a participé réellement au mouvement.

Pourtant, l'expression la plus large de tous les courants et de tous les lycéens inorganisés est absolument nécessaire. La libre circulation des idées, loin d'être un facteur de division ne peut être que positive, car elle crée un cadre permettant à tous de s'informer, de s'éduquer et de s'enrichir au contact des idées, des propositions, du programme de tous les courants et de chacun.

Loin de cela, les élèves de l'UNEEG préférèrent fermer la voie à toute libre discussion quitte à restreindre l'ampleur du mouvement lui-même.

Aux lycéens de refuser ces méthodes et d'exiger la plus large démocratie en leur sein.



Les raisons de la colère

Les élèves ont été révoltés par la décision du Recteur Chaudet de transférer une partie du LEP Baimbridge, d'autorité, sans consulter personne, mais en réalité ce qui fait réagir les élèves depuis plus de huit jours, est plus fort que cela. C'est le souci de leur dignité face à un colonialisme arrogant, face à des administrateurs français qui les considèrent comme moins que rien. Et cette soif de dignité, surtout dans un pays colonisé, c'est bien souvent la jeunesse qui en exprime plus fortement le désir car c'est elle qui ressent le plus vivement tout ce qui porte atteinte aux sentiments de justice, d'équité, de

De plus, il est significatif que cette grève longue et active ait été déclenchée après toute une série de faits auxquels les élèves ont été particulièrement sensibles. Le mois dernier, l'administration ferme le lycée de Baimbridge pour empêcher les lycéens de commémorer les événements raciaux de l'année dernière au cours desquels ils avaient mis en fuite une bande de racistes blancs armés. Dans le même temps, au collège du Raizet, une élève reçoit un coup de pied d'un professeur français et cela émeut tous les élèves de la région de Pointe-à-Pitre. Ensuite, ce fut la phrase de Dijoud : «que ça plaise ou que ça ne plaise pas, la Martinique restera française». La jeunesse ressent cette déclaration comme un affront en Guadeloupe aussi...

Ensuite, le Recteur Chaudet, français comme Dijoud, d'un coup de téléphone décide d'expédier les élèves brutalement à Baie-Mahault, dans des locaux sales, vétustes, insalubres. Et il faudrait encore ajouter à toutes ces raisons de la colère des élèves, la nécessité pour eux de se soumettre quotidiennement à un enseignement qui les ennuie bien souvent. Des locaux insuffisants, un manque de matériel croissant dans les LEP en particulier, et la perspective même avec un diplôme du chômage ou de l'émigration forcée ne suscite pas non plus un grand enthousiasme.

Comment, dans un tel contexte, la colère n'éclaterait-elle pas ? Comment ne pas réagir face à ce flot d'affronts, d'arrogance, de mépris lancé par l'administration coloniale.

Et il faut bien admettre que ce sont les jeunes qui ont raison quand ils refusent de laisser tout cela sans réagir. Ils ont raison de crier leur mécontentement et leur soif d'un avenir meilleur.

P.J.C.

DIJLOUD :

"MOI, J'AI DIT CUBAINS ?"

La baudruche s'est dégonflée ! Aussi soudainement qu'il avait vu s'agiter le «spectre du séparatisme», Dijoud vient de déclarer

que le calme est revenu à la Martinique», et que «la tendance est renversée». Dans le premier cas comme dans le second, rien n'explique apparemment un changement aussi subit d'opinion, cependant, les affirmations étaient tellement mensongères, que France-Antilles, le journal des colonialistes, demandait, railleur et goguenard : «Des Cubains ? Où ? », avant de conclure un article par cette question péremptoire et brutale : «Quels sont donc les fondements de ces affirmations ? ».

C'est que le personnage est lui-même de ces individus cyniques, menteurs, effrontés et impudents, habitués à répandre les mensonges les plus abracadabrants, pourvu que cela serve leur politique !

N'est-ce pas Michel Renard, secrétaire du RPR et orfèvre en la matière qui disait tout crûment : «Comment faire confiance à M. Dijoud, qui s'est toujours singularisé par ses volte-face, ses reniements, ses revirements et ses contradictions ? ».

De tels propos venant d'un homme qui a quitté le P.C. après avoir été l'un de ses dirigeants montrent bien les problèmes que pose un Dijoud à ses acolytes antillais : Comment peut-on faire confiance à un maître si peu digne de foi ?

Mais les revirements de Dijoud ont une cause : le tollé de protestation des organisations politiques et syndicales qui toutes ont dénoncé le mépris et l'arrogance contenus dans les déclarations provocatrices du secrétaire d'état aux DOM, le meeting de protestation des partis et syndicats, les communiqués et prises de position des organisations anticolonialistes.

Au moment même où Dijoud faisait ses déclarations tonitruantes, des luttes se déroulaient à la SOCALTRA, chez LITTEE, parmi les camionneurs. En Guadeloupe aussi, les travailleurs de Coca-Cola étaient en grève, les planteurs de Morne à l'Eau occupaient le bourg et les élèves de Baimbridge manifestaient leur mécontentement.

Alors, les «tensions» dont parle Dijoud sont toujours aussi vives. Mais elles ne proviennent pas de l'action «de groupes occultes poussés par Fidel Castro».

Non, la population de la Martinique et de la Guadeloupe et plus particulièrement les jeunes et les travailleurs en ont de plus en plus assez. Ils en ont assez de se voir dénier tout droit de vivre libres, dignes, et fiers dans le pays où ils sont nés !

Ils en ont assez des atteintes à leur dignité et des agressions perpétrées par les colonialistes, comme celle qui vient d'avoir lieu à l'Anse Mitan contre 4 jeunes Martiniquais.

Suite page 3

MARTINIQUE :

ECHOS DES L.E.P.

LEP LAMENTIN : BASCOU : UN SURVEILLANT QUI SE CROIT A LA CASERNE

L'internat devient un lieu de plus en plus difficile pour travailler.

Les surveillants, en particulier un certain BASCOU, s'est fait particulièrement remarquer. Il s'était déjà distingué en agressant notre camarade GELAS, l'an dernier. Cette année, il continue encore.

Cet adjudant de caserne, fait rester les élèves dehors durant un long moment dans le soleil pensant ainsi s'imposer à nous.

Il exige de la part des élèves beaucoup de « respect ». En réalité, il abuse de son autorité. Monsieur se permet de nous faire entrer quand il le désire.

Ce surveillant, nous empêche, en fait de travailler à notre volonté. A 21 heures, il éteint complètement la salle d'étude.

Au dortoir, en pleine nuit, il se permet d'allumer les lampes et de réveiller certains camarades afin de fouiller dans leur placard, sans motif valable. Et on pourrait ainsi citer bon nombre d'exemples de son comportement abusif.

Cette attitude est révoltante et inacceptable.

Il est grand temps que BASCOU cesse d'emmerder et de provoquer les élèves. Et cela, nous internes, nous pouvons l'y obliger par notre union et notre volonté de faire cesser l'arbitraire.

LEP FRANÇOIS : HYPOCRISIE ET INSULTES CONTRE LES ELEVES

Au LEP du François, un professeur de français très hypocrite a appelé à réprimer un de ses élèves. Pendant le mois de janvier, elle donna à ses élèves un devoir de français. et parmi ces élèves il y en avait un qui ne pouvant comprendre son texte, le lisait à haute voix. Alors le professeur se mit à insulter l'élève, en disant qu'il n'est qu'un bon à rien, et qu'il ferait mieux de fermer sa gueule, en le menaçant de le foutre dehors. Le professeur ne voulait pas écouter l'explication de l'élève, et se dirigea au bureau pour alerter les chefs des travaux qui insultèrent le jeune homme à nouveau et lui collèrent un avertissement. Ensuite ils menacèrent les autres élèves et les insultèrent en disant que leurs parents les envoyaient à l'école pour toucher les allocations familiales.

MARTINIQUE METALLURGIE

DE JAHAM - ERCAM : DEUX SUCCES DES TRAVAILLEURS

La grève de la Métallurgie qui a pris fin le mardi 11 à été prolongée jusqu'au lundi 17 pour ces deux entreprises.

En effet, les ouvriers de ERCAM ont obligé le patron à respecter la signature qu'il avait apposée la veille sur la convention collective, mais qu'il ne comptait pas appliquer.

Chez De Jaham, le patron qui disait qu'il ne céderait pas à la pression, a dû céder après 4 jours de grève, en alignant son entreprise sur la convention collective de la Métallurgie, particulièrement en ce qui concerne le transport et les salaires.

Voilà deux petits patrons que les travailleurs ont mis au pas.

DE JAHAM : UN ESCLAVAGISTE QUI VIENT DE LOIN

Depuis la grève, De Jaham ne décolère pas contre l'un d'entre nous. Celui-ci, après 25 ans d'exploitation a participé aux derniers mouvements, et l'exploiteur a senti cela comme une « trahison ».

Le voilà qui gueule, qui menace et qui hurle. Il doit sans doute regretter l'époque de ses grands-parents : ceux-ci ont été condamnés en 1837 par le Tribunal de la Martinique pour mauvais traitements, coups, assassinats, meurtres contre leurs esclaves...

DIJOU D...

" MOI, J'AI DIT CUBAINS ? "

SUITE DE LA PAGE 2

De tels actes constituent une provocation contre la jeunesse et la population travailleuse et il est légitime de dénoncer ces actes et d'y riposter. C'est un devoir pour tout colonisé de riposter à l'oppression et aux attaques racistes des colonialistes ! Que de plus en plus de gens protestent contre ces actes, voilà qui gêne les Dijoud et autres Renard.

Eh bien, il nous faut continuer ! Dans l'imédiat pas un acte raciste ne doit rester secret. Il faut faire la publicité la plus large à tous ces agissements de manière que les pro-consuls qui ont la charge des destinées des Antilles regardent à deux fois avant de proférer leurs menaces racistes ! La protestation populaire a fait un Dijoud rabattre de son caquet ! Il faut continuer !

Car la vie et les perspectives qu'offre le colonialisme à la grande majorité de la population laborieuse des Antilles sont carrément intolérables !

Indemniser 1950 ouvriers agricoles quand il y en a près de 10.000 dans la banane en Martinique, n'est-ce pas une insulte cinglante proférée à l'encontre des 8.000 ouvriers agricoles restant ! Offrir 700 francs pendant 3 mois à des gens qui ont perdu leur emploi et qui ne sont nullement assurés de le retrouver, n'est-ce pas mépriser profondément les travailleurs ?

Décider froidement qu'on licenciera plusieurs milliers de travailleurs dans la banane, mettre déjà en œuvre le plan d'élimination de ces ouvriers agricoles, voilà la société de progrès vantée par un Dijoud ou un Ellysée !

Et toute la morgue patronale qui s'exerce contre les travailleurs féroce exploités, sous-payés à moins de 2.000 francs le mois ? Et l'insolence de ces messieurs les capitalistes et leurs compères de l'administration contre les dizaines de milliers de chômeurs, tout cela ne provoque-t-il pas des « tensions » ou plutôt une colère profonde et une envie légitime de se battre contre l'oppression et l'exploitation ?

Pour les travailleurs, pour la jeunesse, le co-

lonialisme a fait de la Guadeloupe et de la Martinique deux îles où vivre est de plus en plus pénible, alors qu'à l'autre bout de la société, c'est non seulement la richesse mais c'est aussi la haine de classe et le mépris envers tous ceux qui sont des exploités !

Il est possible de mettre fin à cela ! Il est possible de balayer exploités et oppresseurs du sol de la Martinique et de la Guadeloupe ! Cela ne dépend que de notre volonté farouche d'être, nous travailleurs, maîtres de notre avenir.

J. BRUEL

CENTRE HOSPITALIER DE F-de-F PROJET DE REGLEMENT DU TRAVAILLEUR HOSPITALIER

Article 1 : Effectifs triplés dans tout service.

Article 2 : Un roulement spécial pour les services contagieux.

Article 3 : Pas plus de 20h de travail par semaine.

Article 4 : Le restaurant du personnel fonctionne 24h sur 24.

Article 5 : Tout employé commençant le travail à jeun aura une amende.

Article 6 : Tout personnel travaillant de nuit bénéficiera d'un congé supplémentaire.

Article 7 : Ne pourront travailler que les agents justifiant d'une santé irréprochable. Les autres seront dirigés vers des centres de repos organisés à cet effet, situés à la mer, à la montagne ou à la campagne.

Article 8 : Un contrôle sera effectué avant la reprise du travail pour s'assurer que l'agent en question peut en effet affronter l'épreuve du service.

Article 9 : Un ordinateur sera disposé à l'entrée de l'hôpital afin de démasquer ceux qui auraient envie de cacher leur fatigue.

Le présent règlement sera mis en vigueur le plus tôt possible.

(Extrait du Bulletin Echos des Hôpitaux)

ECHOS DES ENTREPRISES

E D F MARTINIQUE UNE DIRECTION ESCLAVAGISTE A P.K.

Depuis qu'il y a 2 équipes sur la révision des moteurs, la direction a fait tout pour organiser la compétition entre elles. C'est à qui de l'équipe sigma ou de l'équipe diésel travaillera le plus vite.

La direction fait miroiter une éventuelle promotion afin de faire accélérer le travail.

Cette méthode vient tout droit de l'esclavage. Rappelons-nous, sur la plantation, le régisseur plaçait l'esclave le plus habile 5 mètres en avant dans le sillon ; les autres esclaves ne devant pas se laisser distancer sous peine d'être fouettés.

Voilà que d'autres viennent faire pareil. Ils oublient que les esclaves se sont révoltés.

E D F MARTINIQUE COMPTABILITE : LES TRAVAILLEURS MECONTENTES UN « SAUVEUR » A LA DERIVE.

Le lundi 17 au matin, la vingtaine des travailleurs du service comptable ont fait grève pendant une heure, et se sont rassemblés dans le hall du siège social.

Ils entendaient protester contre les propos vexatoires de l'adjoint au chef de service. Ce dernier avait cru bon de présenter les agents du service comme des incapables afin de justifier le refus de la direction d'accorder les reclassements promis.

Les travailleurs ont su montrer à cet incapable en chef leur capacité à se faire respecter. Depuis, le « Sauveur » se sent perdu, il se fait tout petit.

SECURITE SOCIALE MARTINIQUE ROND-POINT COTISATIONS : UN CHEF FRUSTRE.

Devant les réclamations des agents que le surcroît de lumière électrique incommodeait, nous avons eu droit, depuis le bureau du chef de service, à une série de vociférations de celui-ci, sur notre manque de « bonne compréhension » et notre ingratitude. Alors que lui, le chef, il « s'échine » pour attribuer primes et promotions.

Nous avons donc compris que nous avons commis une grande « trahison ».

Il a promis de s'en souvenir à la prochaine notation.

Comme quoi, grattez un « bon chef » et vous trouvez un hypocrite et un autoritaire.

INFORMATIQUE : VIVIN UN SOUS-DIRECTEUR IRRESPONSABLE

Le feu dans un des locaux de Caserne-Bouillé a soulevé un coin du voile sur les conditions de sécurité des agents de l'informatique.

En effet, depuis que la salle du conseil d'administration a été refaite à neuf, il est interdit que les agents de l'informatique la traversent pour accéder à la cour de la Caserne.

Cela a pour deuxième conséquence qu'il ne reste en cas d'évacuation urgente qu'une seule issue de secours pour une trentaine d'agents, par un escalier abrupt.

La clef de cette salle, sur décision du grand VIVIN est sous surveillance au secrétariat.

Questionné sur le problème par les agents, le sieur VIVIN demande à la secrétaire de se tenir prête à ouvrir la porte en cas où le feu continuerait à se propager. Mais la secrétaire, consciente du danger et avec juste raison, refusa catégoriquement. Et c'est face à ce refus

que VIVIN à défaut de faire lui-même le portier, décida que désormais la porte resterait ouverte.

SECURITE SOCIALE MARTINIQUE MESSIEURS LES DIRECTEURS, LES « DOUCINEURS » NE SONT PAS TOUJOURS CEUX QUE L'ON CROIT

Voilà que la direction se met en colère, et part en guerre contre l'absentéisme.

Dans sa note de service 35/80 du 14 mars, toutes voiles dehors, elle invoque la convention collective pour la cause. Ainsi « pas plus de 48 heures pour signaler un arrêt de travail », de plus, « obligation aux malades de se faire contrôler par le médecin contrôleur » pour qu'il vous enlève des jours, bien sûr, c'est connu, il est payé pour cela !

Ainsi la direction veut nous donner des remords, partant sans doute du principe que ceux qui sont en bas de l'échelle doivent travailler comme 4 afin de permettre aux parasites de justifier de leurs salaires mirobolants.

Car tous ces donneurs de leçons de la direction n'obéissent à aucun règlement. Quel contrôle s'exerce sur leurs absences et leurs retards ?

Qui passe son temps dans les gueuletons de « travail » ?

Qui bénéficie des structures de la Caisse pour des besoins personnels : voitures, manutentionnaires etc. . .

Certes messieurs les directeurs pour parler de « doucineurs », vous êtes mieux placés que qui-conque.

Et ce n'est pas vous qui nierez les reconnaître chaque fois que vous vous regardez dans un miroir.

GUADELOUPE

S O F R O I : EXIGEONS L'INTEGRATION DES PRIMES AU SALAIRE

Lors de la discussion avec le patron sur les primes nos délégués ont demandé que le 13^e mois soit payé en tenant compte de toutes les primes. Rimbaud a répondu négativement disant que cela faisait augmenter sa masse salariale.

Mais nous, la masse salariale, on s'en moque car nous savons bien qu'elle est constituée de 5 ou 6 très gros salaires, de quelques moyens, tandis que nous la majorité percevons un salaire d'à peine 2.000F.

Alors si Rimbaud intégrait nos primes dans le 13^e mois, cela ne l'empêcherait pas de faire des bénéfices.

Pour cela il nous faut exiger l'intégration complète des primes dans les salaires.

S O F R O I A L'ENTREE, RIEN N'EST REGLE

Face à notre mécontentement, la direction a fait mine de s'occuper de la ventilation de l'entrée.

Lundi dernier un essai a été fait avec un brasseur d'air. Mais ce n'était pas concluant.

Au lieu de nous rafraîchir, nous recevons des bouffées d'air chaud.

Aussitôt nous l'avons dit à l'installateur et il a bien dû se rendre à l'évidence et repartir avec son matériel.

A quand une aération sérieuse pour cette entrée ? Faudra-t-il que nous nous mettions sérieusement en colère ?

QUE FAIRE EN CAS DE REPRESAILLES RACISTES CONTRE LES TRAVAILLEURS ANTILLAIS EN FRANCE ?

Depuis la déclaration du GLA réclamant le départ des Blancs avant le 31 décembre, commentaires et discussions vont bon train.

Et l'une des questions sur lesquelles porte la discussion c'est de savoir si les Antillais en France ne vont pas subir les représailles, si des gens s'attaquent ici aux Antilles aux Blancs qui y travaillent et y vivent.

Que deviendront les Antillais vivant en France si les Blancs sont obligés de quitter les Antilles sous la menace ou sous la violence ?

Disons tout d'abord que s'il faut répondre à ces questions nous n'en sommes pas - si on en juge d'après les événements et les faits - au point où les Blancs quittent la Guadeloupe sous les menaces et les coups. C'est un groupe peu connu qui a pris l'initiative de cette orientation. Mais rien ne dit que celle-ci traduira effectivement par une politique systématique de terreur contre les français vivant aux Antilles.

En réalité, la plupart des cas où il y a eu affrontement entre Blancs et Noirs depuis un an ont été provoqués par des Blancs racistes eux-mêmes: C'est le cas du dernier en date - en Martinique où sur une plage 40 probablement des membres d'une force de répression (gendarmes ou autres) - ont commis des sévices contre un groupe de 5 jeunes Martiniquais.

L'origine de l'incident est une altercation entre un civil blanc et le groupe de jeunes.

Qu'arrivera-t-il si les jeunes décident de riposter en s'organisant en plus grand nombre ?

Si les Blancs sont forcés de quitter le pays après avoir provoqué contre eux suffisamment d'hostilité faudra-t-il craindre des représailles en France même contre les Noirs antillais ou même français.

Si l'on en juge par ce qui s'est passé lors d'autres guerres coloniales, les Antillais qui vivent en France devront s'organiser pour riposter à des attaques racistes contre eux. Et quelque fois il pourra s'agir d'attaques de grande envergure.

Perquisitions, arrestations, tortures, assassinats : voilà ce que subissent les travailleurs algériens pendant plusieurs années que dura leur lutte. Mais cela ne les fit pas reculer, bien au contraire.

Si les travailleurs des Antilles - au pays ou dans l'émigration - décident de se battre contre la domination coloniale, ils auront les mêmes difficultés à affronter.

Mais ils peuvent aussi jouer un grand rôle dans cette lutte libératrice. Ils peuvent être comme une épine permanente au pied de l'adversaire. Pendant que le colosse s'attaque à nos petits pays tentera de nous balancer ses coups, les travailleurs émigrés lui rendront la tâche bien plus difficile en rognant ses pieds, en l'irritant, en l'immobilisant en France même, de l'intérieur.

Et cette force des travailleurs antillais en

France peut représenter une menace encore plus grande pour l'impérialisme français si vous travailleurs émigrés savez vous adresser correctement aux travailleurs français que vous côtoyez chaque jour.

Malgré le racisme qui peut exister en France et qu'aucun de nous n'ignore, nous croyons fermement que des travailleurs, quelle que soit la couleur de leur peau pourront toujours s'ils en ont la volonté s'entendre contre un ennemi commun qui est la bourgeoisie colonialiste et capitaliste.

Il faudra coûte que coûte s'adresser à ces travailleurs français pour leur dire qu'ils n'ont aucune, mais aucune, raison de considérer que leurs intérêts sont liés à ceux des colonialistes qui exploitent les travailleurs aux Antilles même et y prospèrent. Ce sont les Baron Empain, Hayot, Fabre et compagnie ... qui pillent le pays.

En quoi est-ce dans l'intérêt des travailleurs français ?

Et s'il y a aux Antilles des travailleurs français qui sous l'effet de la lutte de libération des Antilles seraient obligés de quitter le pays ils n'auraient pas non plus à le reprocher aux travailleurs antillais. Car si demain ceux-ci réussissent à créer ici aux Antilles un état qui soit celui des exploités, eh bien ! c'est au nom des travailleurs de toutes races ou nationalités qu'ils le feraient. Et cela ferait avancer la cause

des travailleurs français également. Les seules personnes qui peuvent faire des reproches ou craindre d'avoir à quitter les Antilles parce qu'ils sont Blancs (et que les Blancs racistes et colonialistes ont réussi grâce à leur attitude et à celle de l'état colonial à susciter contre eux suffisamment d'hostilité) sont ceux qui tolèrent injustices et discriminations ou en sont les auteurs. Pourquoi donc n'y aurait-il pas d'hostilité contre eux de la part des peuples antillais ?

Travailleurs émigrés !

Pour que l'indépendance, dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle vient ne soit pas une simple opération politique sans transformations majeures, sans bouleversement de l'ordre social actuel, vous devrez intervenir dans la lutte politique.

Vous ne pouvez pas le faire sans instrument pour cela. Pour modifier la société, il faut un parti politique qui soit celui des travailleurs.

C'est dès maintenant qu'il faut s'atteler à la tâche et faire naître le PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE. Et il peut aussi bien naître dans vos rangs qu'ici même au pays.

Nous qui vivons et luttons ici, nous comptons de toutes nos forces sur votre participation effective à ce combat pour notre émancipation nationale et sociale.

Georges RASSAMY

Les paysans de Morne-à-l'Eau révoltés



Lundi 24, les paysans de Morne à l'Eau ont laissé éclater leur colère. Excédés du fait que depuis plus de huit jours leurs cannes coupées sèchent au soleil dans les charrettes, ils s'en sont pris au responsable de l'usine Darbousier qui ont délibérément refusé d'acheminer ces cannes dans les camions Titan à destination de l'usine.

Tôt le matin, les paysans ont bloqué tous

les accès de la commune de Morne-à-l'Eau, empêchant la circulation automobile en direction du Moule, Pointe-à-Pitre et Port-Louis. Ils imposèrent aux responsables de Darbousier de venir discuter de ce problème là avec eux à Morne à l'Eau et les discussions se tinrent à la Mairie. Visiblement, la population fut solidaire des petits planteurs de canne au cours de leur action.

Encore une agression colonialiste et raciste

L'hebdomadaire du GRS publie l'information suivante que nous portons à la connaissance de nos lecteurs. Ces faits sont très caractéristiques d'un climat qui existe aux Antilles.

Ils traduisent la hargne des racistes et leur volonté d'imposer leur loi à la population.

Il faut ajouter que ces racistes sont couverts par le pouvoir. Car le récent procès des jeunes de Schœcher vient encore nous le rappeler, ce ne sont point des Blancs qui ont été poursuivis et emprisonnés après des incidents similaires à ceux que rapporte le GRS, mais bien des Noirs. Et cela est intolérable. De tels actes entraîneront tôt ou tard une riposte effective des jeunes. Il ne faudra pas alors qu'un procureur de l'Etat colonial crie au racisme des Noirs.

Voilà les faits rapportés dans Révolution Socialiste.

Ce n'est pas seulement l'eau de l'Anse Mitan qui est polluée, la plage aussi est... encombrée de parasites malfaisants comme le montre l'histoire qui suit.

Le mardi 18, vers 17 heures 30, quatre jeunes gensurent leur voiture et vont faire un tour sur la plage. Ils passent devant un kiosque où 4 blancs vendent quelques friandises.

Celui qui semble être le patron leur demande sur un ton provocateur ce qu'ils veulent... Ils répliquent. Le ton monte et le patron les menace. Ils refusent d'en venir et les patrons pour une peccadille et font leur chemin. A leur retour, ils font remarquer à une femme restée seule que c'est son compagnon qui cherchait des histoires. Celle-ci appelle le dit compagnon qui cette fois frappe violemment l'un des jeunes gens, l'entraîne à la mer, lui enfonce la tête sous l'eau jusqu'à ce qu'il accepte de dire pardon. Les trois autres compagnons sont empêchés d'intervenir par une quarantaine de blancs (des militaires semble-t-il) qui protègent leur congénère agresseur.

La colère des paysans de Morne à l'Eau est bien légitime. Les capitalistes usiniers les traitent de plus en plus avec mépris et désinvolture, déjà à la fin de la dernière récolte des champs entiers appartenant à des petits planteurs étaient restés en plan et les cannes avaient pourri sur pied.

Les capitalistes agissent ainsi depuis qu'ils ont décidé la fermeture de l'usine Blanchet et depuis sa fermeture effective. Ayant pris la décision de réduire les surfaces plantées en canne et de limiter leurs dépenses, les dirigeants du groupe Empain contraignent des centaines de petits paysans à subir des difficultés accrues, cependant ces derniers ont montré qu'ils ne sont pas décidés à se laisser faire et ils pourraient à nouveau le faire savoir avec encore plus de détermination dans les jours qui viennent.

GREVE GENERALE SUITE DE LA PAGE 1

colonial, afin que celui-ci lâche quelques miettes qui leur permettront de se présenter aux yeux de tous comme des dirigeants compétents.

Mais les travailleurs ont autre chose que des miettes à réclamer. Il leur faut une amélioration substantielle de leurs conditions de vie et d'existence.

Et cette amélioration ne peut venir que si satisfaction est accordée sur les points suivants:

- Arrêt de tous licenciements
- Embauche de tous les travailleurs au chômage, et pour cela répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.
- Contre la vie chère, instauration de l'échelle mobile des salaires avec augmentation des salaires à chaque hausse des prix.

Mais surtout un tel programme, il ne faut pas compter sur les bureaucrates syndicaux pour le défendre. Bien au contraire, c'est sur eux-mêmes que les travailleurs doivent compter pour arracher ces revendications ! Pour cela ils ne doivent faire confiance qu'à eux-mêmes, à leur capacité de lutte et d'organisation.

En leur mobilisant, en s'organisant, en luttant, en contrôlant eux-mêmes leurs propres mouvements, ils peuvent faire du 17 avril et des jours suivants des journées de lutte importantes contre les patrons et leur état.

TOUS EN GREVE ILLIMITÉE
LE 17 AVRIL 1980
FAISONS RECULER ETAT
ET PATRONS !

Fort-de-France ELECTIONS CANTONALES

Le premier tour des élections cantonales partielles destinées à pourvoir le siège laissé vacant par la démission d'Arthur Régis dans le 4ème canton de Fort-de-France s'est déroulé le dimanche 23 Mars.

Il n'a apporté aucune surprise : Claude Lise, le candidat du PPM retrouve à quelques voix près les suffrages qui s'étaient portés sur la candidature de Régis en 1976. Avec 2200 voix, il obtient plus de la moitié des suffrages exprimés, mais n'est pas élu, car il ne fait pas le quart des électeurs inscrits, les abstentions ayant été très nombreuses, près de 62 % !

Du côté des démocrates, Claude Lise, qui a fait plutôt grise mine. Joë Sainte Rose, notamment après plusieurs vestes ramassées en 1976 et en 1979 caressait l'espoir d'une place au Conseil Général, espoir renforcé après les déclarations de Césaire sur l'inéluctabilité de l'indépendance. Ces messieurs spéculaient sur la peur éventuelle des électeurs qui se seraient refusés à voter pour un candidat dont le chef de parti venait de se mettre à parler de l'indépendance, comme un fait possible, et non comme une chimère.

Las ! Ils en ont été pour leurs frais, et Sainte-Rose (UDF) et Madame Populo (RPR) réunis font autant que le seul Valcoir il y a 4 ans.

En fin de compte, les espoirs de Sainte-Rose s'estompent une fois de plus pour Sainte-Rose, d'autant que le RPR s'est refusé jusqu'à maintenant à appeler les électeurs de Populo à voter pour le candidat de l'UDF.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 P.O. A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728